

TROISIÈME JOUR DE HEURTS CONFESSIONNELS AU LIBAN

8 morts et 75 blessés

Deux personnes ont été tuées hier mercredi à Tripoli, dans le nord du Liban, dans de nouveaux combats confessionnels liés au conflit syrien, portant le bilan à huit morts et 75 blessés en trois jours de heurts, selon des sources sécuritaires et hospitalières.

Des accrochages à l'arme automatique et au lance-roquettes entre des bandes issues de deux quartiers misérables sunnites (anti-régime syrien) et alaouites (pro-régime), séparés par une rue, se poursuivaient de manière sporadique dans l'après-midi, selon une source sécuritaire.

Durant la matinée, deux personnes ont été tuées et 15 blessées, dont cinq soldats, dans les affrontements entre les secteurs de Bab el-Tejbaneh, majoritairement sunnites, et Jabal Mohsen, quartier alaouite, la confession du président syrien

Bachar al-Assad, selon des sources hospitalières.

La veille, quatre habitants du quartier de Bab el-Tejbaneh, dont un garçon de 13 ans, et deux habitants de Jabal Mohsen, avaient trouvé la mort. Soixante autres avaient été blessés — 50 combattants et civils, dont un enfant de six ans paralysé par une balle, et 10 soldats —, selon les mêmes sources.

A une plus petite échelle, les deux communautés reproduisent en quelque sorte le conflit qui se déroule en Syrie voisine entre des sun-

nites, majoritaires, et des alaouites (branche du chiisme) minoritaires.

Les deux camps se sont accusés mutuellement de chercher l'affrontement, malgré le déploiement de l'armée libanaise, censée séparer les protagonistes.

«Nous ne voulons nous battre contre personne dans cette ville, mais le Parti arabe démocratique est loyal au régime syrien. Il fait tout ce que le régime lui dit de faire», dit Abou Mahmoud, 45 ans, un combattant sunnite de Bab el-Tejbaneh.

Pour un autre combattant sunnite, qui ne veut pas donner son nom, «les gens d'en face agissent pour couvrir leurs crimes en Syrie et pour se venger de l'arrestation de Michel Samaha», un ancien ministre libanais proche de Damas et accusé

d'avoir fait entrer des explosifs au Liban pour commettre des attentats.

Sur l'autre colline, un responsable alaouite, Ali Fidda, déclare : «Nous ne cherchons pas à imposer nos idées à quiconque, nous sommes cependant prêts à nous défendre si nous y sommes contraints.»

Un chauffeur de taxi, Abou Khodr Charbini, 40 ans, raconte avoir dû fuir son quartier de Bab el-Tejbaneh en raison des violences. «Je voudrais partir définitivement mais nous n'avons pas d'argent pour déménager», dit-il.

Le Premier ministre libanais, Najib Mikati, a appelé l'armée et les forces de sécurité «à faire leur possible pour arrêter cette bataille absurde». «Nous avons à plusieurs

reprises averti qu'il ne fallait pas se laisser entraîner» dans la crise en Syrie, «mais il est clair que de nombreuses parties veulent précipiter le Liban dans ce conflit», a dit M. Mikati, originaire de Tripoli.

Les combats, qui secouent régulièrement la ville portuaire entre pro et anti-Assad depuis le début de la crise en Syrie il y a 17 mois, avaient éclaté lundi par des échanges de tirs entre les deux quartiers.

«L'armée pourchasse les hommes armés et a saisi une quantité de fusils, de bombes et de munitions», a-t-elle précisé mardi.

Des incendies se sont déclarés dans plusieurs maisons et des voitures ont été endommagées. De nombreux immeubles ont été totalement abandonnés par les civils.

AFRIQUE DU SUD

Un hommage national aux 44 morts de la mine de Marikana

Les autorités sud-africaines préparaient hier mercredi des cérémonies d'hommage en mémoire des 44 morts de la mine de Marikana (nord) mais le conflit social n'est pas résolu et la grève a fait tâche d'huile.

Plusieurs centaines de foreurs ont débrayé dans une mine de platine voisine appartenant à l'exploitant sud-africain Royal Bafokeng Platinum qui emploie 7 000 salariés près de Rustenburg.

La direction a précisé à l'AFP que «la situation était calme». Les grévistes, dont des représentants ont été reçus, étaient massés devant l'un des puits où quatre fourgons de police étaient déployés.

A Marikana, théâtre d'une grève sauvage qui a dégénéré, faisant 10 morts dont deux policiers dans des rivalités intersyndicales puis 34 morts et 78 blessés quand la police a ouvert le feu jeudi dernier, la situation était calme, a constaté l'AFP, même si l'heure était toujours aux revendications.

Plusieurs foreurs de ce site du groupe britannique Lonmin étaient toujours en grève, expliquant qu'ils voulaient que les 259 mineurs arrêtés le 16 août dernier soient libérés.

«S'ils mettent 12 500 rands (1 250 euros) sur la table aujourd'hui, nous sommes prêts à reprendre le travail dès aujourd'hui», a aussi déclaré l'un des grévistes, Kwenene

Msindiseni, reprenant la revendication salariale à l'origine du conflit.

L'évêque Jo Seoka, qui joue les médiateurs, a déclaré lors d'une conférence de presse qu'«en tant qu'église, nous ne pensons pas que les travailleurs demandent quelque chose d'impossible. C'est faisable».

La direction de Lonmin affirme que ses foreurs gagnent déjà l'équivalent de plus de 1 100 euros par mois avec les bonus.

Mardi, l'entreprise avait décidé, sous la pression politique, de respecter une trêve pendant la période de deuil national d'une semaine décrétée, après la tuerie par le président Jacob Zuma et levé sa menace de licencier les grévistes. Plusieurs cérémonies d'hommage doivent se tenir aujourd'hui jeudi, dont l'une à Marikana, a annoncé le secrétaire général de la présidence sud-africaine, Collins Chabane, à la radio. Il n'y aura pas d'obsèques collectives, les corps des grévistes tués ayant été rapatriés dans leurs familles, souvent loin de la mine située à une heure et demie de route à l'ouest de Johannesburg, la capitale économique.

Une autre cérémonie est prévue à Mthatha (Cap oriental), la ville la plus proche du village de Nelson Mandela, dans le sud rural du pays d'où de nombreux mineurs sont originaires.

La plupart des grévistes tués étaient des travailleurs d'autres régions. Un seul n'est pas sud-africain originaire du Lesotho, petit pays enclavé dans le vaste territoire sud-africain.

Les drapeaux sont en berne depuis lundi à la demande du président Zuma, dont le gouvernement est accusé de n'avoir pas anticipé le drame malgré des signes avant-coureurs, et qui est réduit aujourd'hui à faire de la gestion compassionnelle de la crise. «Nous ne souhaitons pas que ces cérémonies d'hommage soient politisées (...) pour que les gens puissent se recueillir», a souligné M. Chabane.

Il n'a pas précisé si des membres du gouvernement seraient présents lors des cérémonies de jeudi. Une autre mine de platine est aussi sous la pression de ses salariés à Thembelani, exploitée par le géant anglo-sud-africain Anglo American Platinum (Amplats).

Les exigences des salariés, contenues dans un mémorandum, portent sur «une large palette de revendications» et «ils nous donnent jusqu'à vendredi», a précisé un porte-parole Mpumi Sithole.

Depuis des mois, la production de platine, dont l'Afrique du Sud est numéro un mondial, connaît de fortes tensions sociales auxquelles la crise mondiale n'est pas étrangère, mais qui illustrent aussi nombre de mauvaises pratiques sociales héritées du passé et qui persistent dans le secteur minier.

A Marikana, le drame s'est noué autour des revendications salariales de 3 000 foreurs, des hommes qui effectuent le travail le plus dangereux. Le conflit a été attisé par des rivalités intersyndicales.

SOMMET DES NON-ALIGNÉS

Une trentaine de chefs d'État attendus à Téhéran

Une trentaine de chefs d'Etat ou de gouvernement sont attendus au sommet des pays Non-Alignés les 30 et 31 août à Téhéran, selon les dirigeants iraniens qui y voient un échec des efforts visant à isoler leur pays en raison de son programme nucléaire controversé.

«Jusqu'à présent, une centaine de pays (sur 120) ont annoncé leur participation, et une trentaine seront représentés par leur président, Premier-ministre ou vice-président», a déclaré à des journalistes le chef de la diplomatie iranienne, Ali Akbar Salehi. «C'est un très bon chiffre comparable à celui des sommets précédents des Non-Alignés», a estimé le ministre, en évoquant la présence éventuelle du secrétaire général l'ONU, Ban Ki-moon, qui a déjà suscité des critiques aux Etats-Unis et en Israël. «Ce sommet est le plus grand événement diplomatique de l'histoire de l'Iran», a affirmé de son côté le porte-parole du ministère des

Affaires étrangères, Ramine Mehmanparast.

Outre les chefs d'Etat ou de gouvernement, «plus de soixante pays seront représentés par leur ministre des Affaires étrangères», a-t-il ajouté.

Le nouveau président égyptien Mohammad Morsi, qui transmettra à l'Iran la présidence tournante du mouvement des Non-Alignés (NAM), effectuera à cette occasion la première visite en Iran d'un chef d'Etat égyptien depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays il y a trente ans.

Le Premier ministre indien Manmohan Singh, l'émir du Qatar Sheikh Hamad ben

Khalifa al Thani, le président libanais Michel Sleimane, le dirigeant cubain Raul Castro figurent également parmi les chefs d'Etat ou de gouvernement attendus, selon les médias iraniens.

Le président du Présidium de l'Assemblée populaire suprême de Corée du Nord, Kim Yong-nam, sera aussi présent. En revanche, le président syrien Bachar al-Assad, allié de Téhéran, «pourrait ne pas pouvoir assister au sommet en raison d'une crise de direction» dans son pays, a déclaré au site Khabaronline le vice-président pour les Affaires internationales, Ali Saidlou, dans une allusion à la guerre civile qui ravage la Syrie. «La tenue de ce sommet (...) va montrer au monde entier que les complots (des Occidentaux) contre notre gouvernement sont stériles»,

a estimé de son côté le vice-président Ibrahim Azizi, cité par l'agence Mehr.

Pour faciliter la tenue de ce sommet dans une capitale réputée pour ses embouteillages, les autorités ont décrété cinq jours de congé à Téhéran tandis que les artères conduisant au site seront réservées uniquement aux convois officiels. Afin de réduire le trafic dans les aéroports, qui doivent accueillir les 7 000 participants, elles ont également suspendu les entrées sans visa dont bénéficient normalement les ressortissants d'une dizaine de pays.

D'importants effectifs sécuritaires ont été mobilisés et «la police sera en alerte maximale durant toute la durée du sommet», a indiqué le numéro deux de la police iranienne Ahmad Reza Radan.

MALI

La Cédéao exhorte le nouveau

gouvernement à agir rapidement

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a appelé hier mercredi le nouveau gouvernement du Mali à agir rapidement pour organiser des élections et rétablir «l'intégrité territoriale» du pays dont le Nord est occupé depuis près de cinq mois par des islamistes armés.

Le nouveau gouvernement, dont la composition a été annoncée lundi, devra prendre «sans délai les mesures nécessaires pour relever les énormes défis actuels», a indiqué le chef de la Commission de la Cédéao, Désiré Kadre

Ouedraogo, dans un communiqué publié à Abuja, siège de l'organisation régionale.

Le nouvel exécutif, réclamé par les médiateurs de la Cédéao, devra notamment assurer «la stabilisation de la transition, le rétablissement de l'unité et de l'intégrité territoriale du Mali et la conduite d'élections libres, équitables et transparentes au cours de la période de transition», selon le texte.

Le Mali s'est doté d'un nouveau gouvernement (31 membres, contre 24 précédemment) qui s'est fixé comme but de reconquérir le nord du pays, occupé depuis fin mars par des islamistes alliés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et d'organiser l'élection d'un nouveau chef de l'Etat.

La nouvelle équipe devra aussi gérer le déploiement éventuel dans le pays d'une force de quelque 3 300 hommes en préparation depuis plusieurs semaines par la Cédéao, impliquée dans la médiation pour sortir le Mali de la crise née du putsch du 22 mars qui a renversé le président Amadou Toumani Touré.